

# LA C A T DES ANNÉES 80

David T. Coe, Martine Durand et Ulrich Stiehler

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction . . . . .	100
I. La désinflation des années 80 . . . . .	102
A. Désinflation rapide durant les périodes de récession et de reprise : 1980 à 1983 . . . . .	102
B. Croissance lente et poursuite de la désinflation : 1983 à 1987 . . . . .	108
II. Décomposition des sources de la désinflation des années 1980 à 1987 . . . . .	111
A. Incidence de la politique monétaire . . . . .	114
B. Incidence de la politique budgétaire . . . . .	115
C. Incidence des prix du pétrole et des produits de base non pétroliers . . . . .	120
D. Autres facteurs exogènes et incidence des taux de change . . . . .	124
Résumé et implications de politique économique . . . . .	125
Annexe : Processus inflationniste et aptitude à rendre compte de l'évolu- tion récente dans le modèle INTERLINK . . . . .	129
Bibliographie . . . . .	133

---

Les auteurs appartiennent à la Division des questions économiques générales du Département des affaires économiques et statistiques. Ils remercient Andrew Dean, Robert Flanagan, John Llewellyn, John Martin, Jeff Shafer et Hannes Suppanz pour leurs commentaires. Ils expriment également leur gratitude à Anick Lotrous pour son aide dans les travaux statistiques et à Jackie Gardel qui a mis à profit tous ses talents dactylographiques.

---

---

## INTRODUCTION

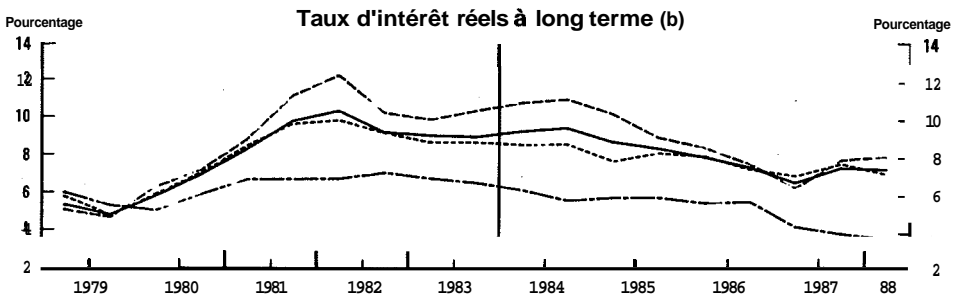
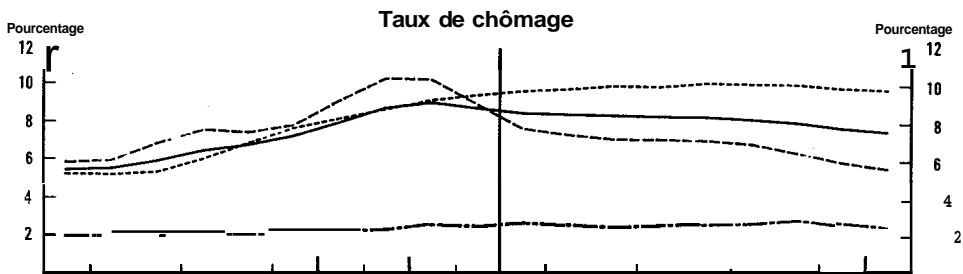
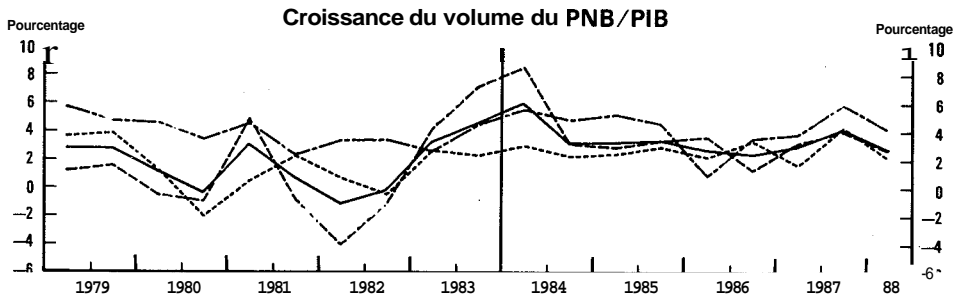
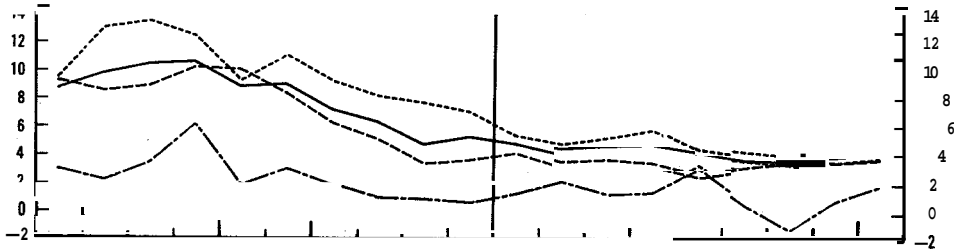
Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'OCDE a connu deux périodes d'accélération de l'inflation à des niveaux élevés touchant l'ensemble de la zone : le début des années 50 et les années 70. Dans les deux cas, les fortes hausses des prix des produits de base ont joué un rôle essentiel. L'inflation du début des années 50, due pour une large part aux mouvements spéculatifs déclenchés par la guerre de Corée, n'a guère duré, de même que la désinflation qui l'a suivie.

L'inflation des années 70, en revanche, a revêtu un caractère plus durable et s'est profondément enracinée dans les structures internes de détermination des prix et des salaires des pays de l'OCDE. La réduction de cette inflation particulièrement soutenue constitue le succès le plus marquant de la politique économique qui a été menée au cours de la première moitié des années **80**. Dans la plupart des pays, cette réduction de l'inflation s'est faite au prix d'une récession et d'une aggravation des taux de chômage (graphique A). La baisse des prix du pétrole et des produits de base non pétroliers, indépendante, dans une certaine mesure, des politiques économiques menées dans les pays de l'OCDE a largement contribué à renforcer le processus de désinflation. La section I décrit à grands traits, les caractéristiques de ce processus de réduction de l'inflation.

La désinflation des années **80** a été analysée dans un certain nombre de publications récentes : Beckerman et Jenkinson ( **1986**, Cling et Meunier ( **1986**), Mincczeles et Sicsic ( **1986**, Rowlatt ( **1987**, Black ( **1987**, Morin ( **1988** et Brown ( **1988**). Ces études reposent sur des modèles à une équation ou à équations réduites et sont essentiellement axées sur les causes immédiates de la désinflation, c'est-à-dire principalement sur le rôle des prix du pétrole et des produits de base non pétroliers, d'une part, et de l'accroissement du chômage de l'autre ; les résultats divergent sensiblement quant aux causes de la désinflation et aux mécanismes de transmission. La désinflation étant un phénomène endogène, il est nécessaire, si l'on veut en quantifier les causes, de déterminer les facteurs exogènes susceptibles de l'expliquer. Ces derniers peuvent être identifiés en effectuant des simulations rétrospectives au moyen d'un modèle macro-économique international. La section II présente de telles simulations à partir desquelles sont mis en évidence les rôles respectifs dans le processus de désinflation des années **80** de la politique macro-économique, des prix du pétrole et des prix des produits de base non pétroliers ainsi que d'autres facteurs exogènes. La dernière section donne un résumé des principales causes de la désinflation et examine les conséquences pour la politique économique.

GRAPHIQUE A  
**LA DÉSINFLATION DES ANNÉES 80**

— OCDE Total (a)      - - - États-Unis  
 ..... Quatre grands pays européens (a)      - - - Japon



a) Pondération par le PNB/PIB de 1982 aux taux de change de 1982

b) Taux d'intérêt nominaux à long terme moins taux de croissance des prix implicites de la consommation privée

## 1. LA DÉSINFLATION DES ANNÉES 80

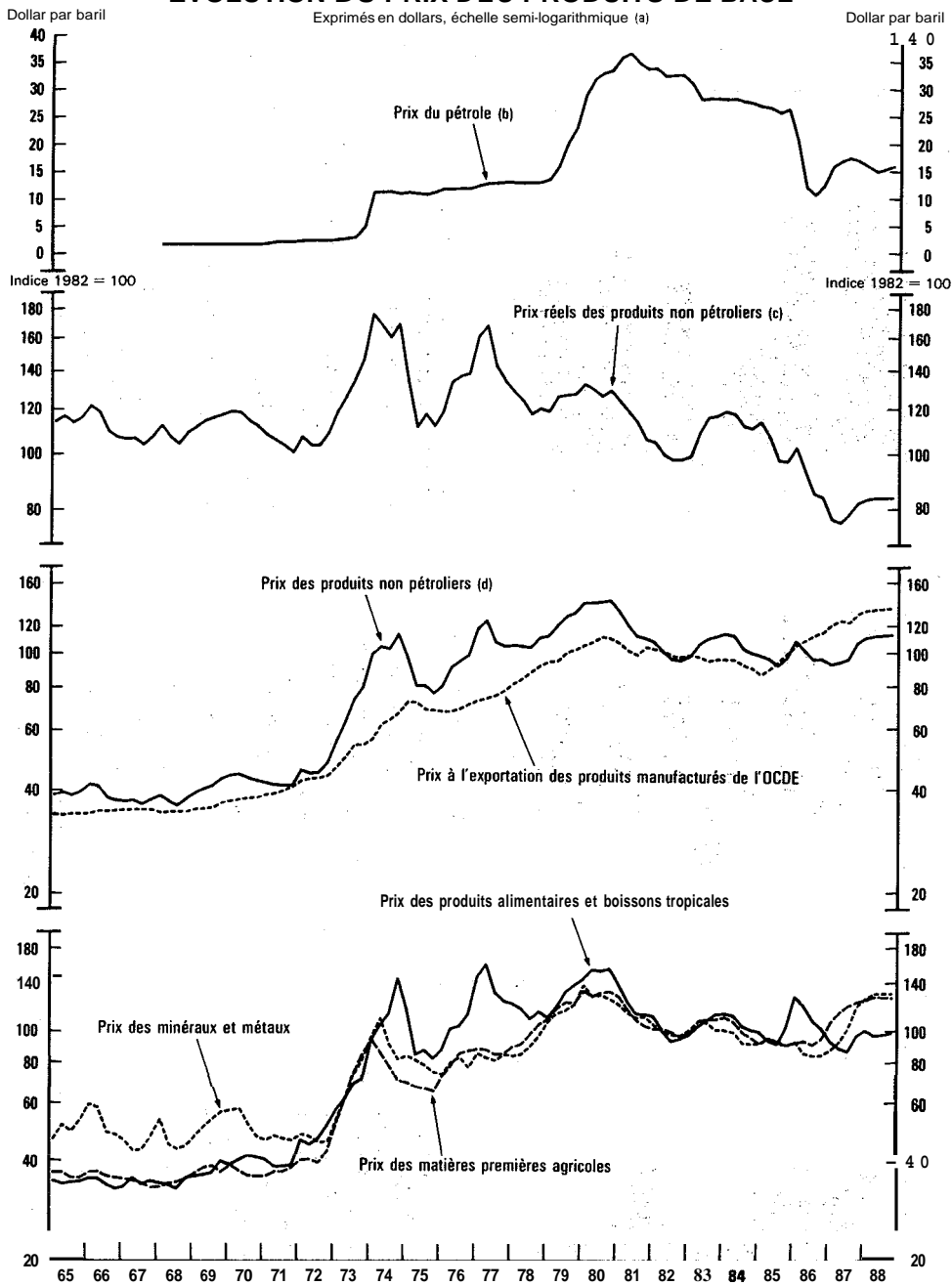
Au début et à la fin des années 70, l'accélération de l'inflation dans le monde a résulté de la forte hausse des prix des produits de base non pétroliers et a été ensuite amplifiée par la flambée des prix du pétrole – en 1973 lorsque ces derniers ont quadruplé pour atteindre 12 dollars le baril et, une nouvelle fois, en 1979 et 1980, lorsqu'ils ont plus que doublé passant à environ 36 dollars (graphique B). Après le second choc pétrolier, l'idée s'est imposée dans les pays de l'OCDE que le recours à une politique économique d'accompagnement, comme cela avait été le cas après le premier choc pétrolier, se traduirait par des niveaux d'inflation inacceptables, incompatibles avec une croissance économique durable et pouvant avoir des conséquences dommageables pour le système économique international<sup>1</sup>. L'objectif prioritaire de la politique macro-économique a donc été double : éliminer d'une part les conséquences inflationnistes de la brusque montée des prix du pétrole pour le système interne de détermination des prix et des salaires, et d'autre part, réduire l'inflation, qui, dans la plupart des pays, avait atteint des niveaux difficilement supportables politiquement.

### **A. Désinflation rapide durant les périodes de récession et de reprise: 1980 à 1983**

La nécessité de stabiliser les marchés de capitaux et les marchés des changes a conféré un rôle majeur à la politique monétaire, qui s'est sensiblement resserrée dans la plupart des pays de l'OCDE entre 1979 et 1983 (graphique C)<sup>2</sup>. L'un des principaux signes de cette nouvelle orientation a été la modification, en octobre 1979, de la stratégie du Conseil de la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui a décidé d'attacher alors un plus grand poids à la maîtrise de la croissance des agrégats monétaires, au détriment de la stabilisation des taux d'intérêt. La plupart des autres pays ont également durci leur politique monétaire immédiatement après le choc pétrolier de 1979 et ont conservé par la suite une orientation restrictive ; il s'agissait à la fois de répondre à des préoccupations internes mais aussi de limiter la dépréciation du taux de change vis-à-vis du dollar liée à la forte montée des taux d'intérêt américains. En Allemagne et dans un certain nombre de pays européens dont la monnaie est rattachée au deutschemark, la contraction des réserves a été la principale cause de rigueur monétaire en 1979 et en 1980 (voir la partie droite du graphique C). Entre 1979 et le milieu de 1982, les taux d'intérêt nominaux et réels ont fortement augmenté et atteint des niveaux très élevés dans la plupart des pays de l'OCDE, les taux à court terme s'établissant aux Etats-Unis à un niveau sans précédent de 20 pour cent au premier trimestre de 1980.

Il est indéniable qu'entre le début de 1981 et le début de 1982 la politique économique américaine a gagné en crédibilité. Le fait qu'en 1981, le gouvernement des Etats-Unis ait dissout le syndicat des contrôleurs aériens, qui avait illégalement déclenché une grève pour obtenir des augmentations de salaires, a sans doute contribué à ce gain de crédibilité. Les économistes étaient nombreux à penser que,

GRAPHIQUE B  
**ÉVOLUTION DU PRIX DES PRODUITS DE BASE**



Source: CNUCED, OCDE

a) Sauf pour les prix du pétrole

b) Indice des prix à l'importation de l'OCDE

c) Indice total (voir d) divisé par les prix à l'exportation des

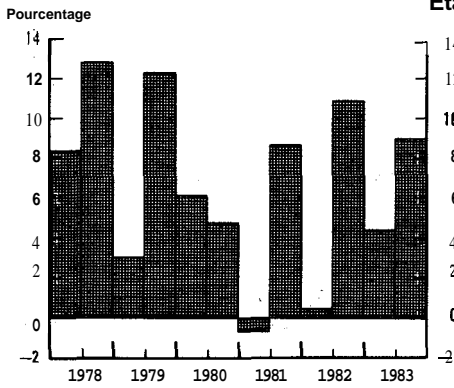
produits manufacturés dans l'OCDE

d) Moyenne pondérée des produits alimentaires et boissons tropicales, des huiles et oléagineux, des matières premières agricoles, des minéraux, minerais et métaux

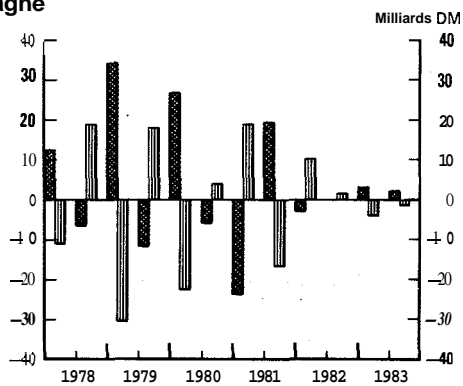
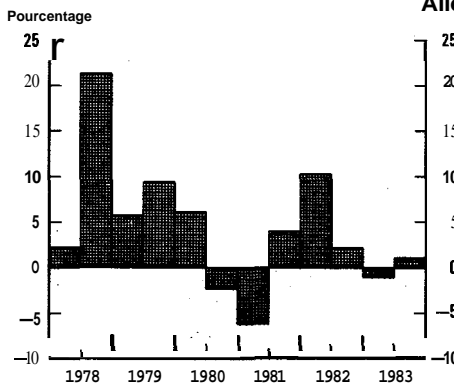
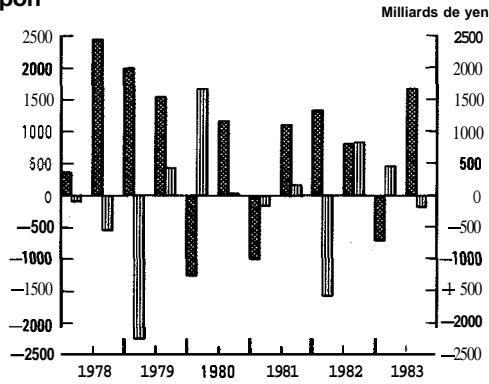
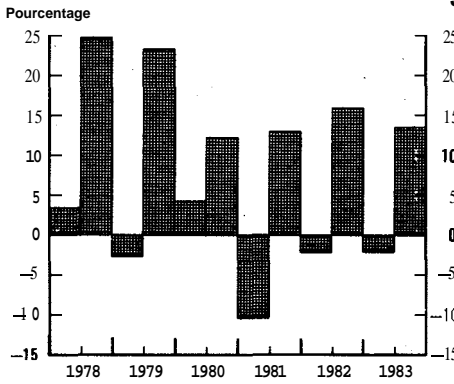
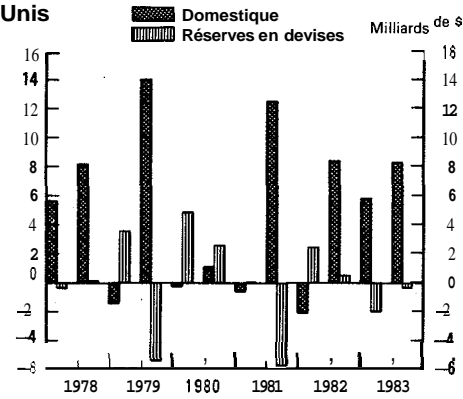
GRAPHIQUE C

## RESSEREMENT DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE DANS LES TROIS GRANDS PAYS DE 1979 à 1983

A. Croissance de la base monétaire  
(Corrigée des variations saisonnières à taux annuels)



B. Variation de la base monétaire  
(Milliards. monnaie locale)



dès lors que l'orientation anti-inflationniste de la politique économique deviendrait crédible, les anticipations inflationnistes s'atténueraient, ce qui concourrait au processus de désinflation<sup>3</sup>. La crédibilité étant par nature une notion ne se prêtant pas à la quantification, il est difficile d'apprécier dans quelle mesure cela a joué dans le processus de désinflation. L'indéniable facilité avec laquelle des pays comme le Japon et l'Allemagne, où la détermination des autorités monétaires dans la lutte contre l'inflation n'était guère contestée, ont pu maintenir des taux d'inflation relativement faibles, donne néanmoins à penser que la crédibilité des politiques monétaires alors mises en œuvre a sans doute joué un rôle important.

Durant cette période, les politiques budgétaires des pays de l'OCDE ont été moins homogènes et moins directement axées sur la lutte contre l'inflation que les politiques monétaires. Pour l'ensemble de l'OCDE, le solde budgétaire structurel s'est peu modifié de 1980 à 1983, l'alourdissement de la charge d'intérêts ayant compensé dans de nombreux pays les importantes mesures prises pour réduire le déficit budgétaire (tableau 1). Aux Etats-Unis, les dépenses publiques au titre de la défense et des paiements d'intérêts se sont rapidement accrues et d'importants allègements fiscaux ont annulé certains des effets déflationnistes de la politique de rigueur monétaire. La France, l'Italie et le Canada ont également mené une politique budgétaire expansionniste. Par contre, en Allemagne et au Japon, la politique budgétaire a eu un caractère restrictif durant la majeure partie de la première moitié des années 80, et au Royaume-Uni de 1980 à 1982, ces pays étant soucieux de ne pas perpétuer une situation d'endettement excessif du secteur public. Le solde budgétaire structurel de l'ensemble des petits pays est resté pratiquement stable de 1980 à 1983.

L'évolution macro-économique du début des années 80 a été largement influencée par la « policy-mix » suivie aux Etats-Unis. Après la première vague de hausses des taux d'intérêt réels de 1979 jusqu'au milieu de 1982, le maintien de la rigueur monétaire, se conjuguant à un déficit budgétaire croissant, s'est traduit par la persistance de taux d'intérêt réels élevés aux Etats-Unis. Les autres pays, s'efforçant de défendre leur monnaie face à l'appréciation du dollar, ont conservé une politique monétaire uniformément restrictive. Le niveau élevé des taux d'intérêt réels est dès lors devenu un phénomène mondial au début des années 80 et est resté l'un des traits marquants de l'environnement économique jusque vers 1985.

La croissance de la production s'est ralentie à partir de 1979 et, si l'on considère l'ensemble de l'OCDE, elle a été négative en 1982. En moyenne, la croissance annuelle de la production en termes réels n'a pas été supérieure à  $\frac{3}{4}$  pour cent entre 1979 et 1982, période la plus longue de faible croissance depuis la fin de la guerre. Puis elle s'est redressée pour atteindre  $2\frac{3}{4}$  pour cent en 1983, première année de la reprise. Les Etats-Unis ont été frappés par deux récessions successives, en 1980 et 1982, où l'on a assisté à une baisse sensible de l'activité. Le Japon est le seul pays de l'OCDE qui n'ait pas connu de récession ni de ralentissement prononcé de sa croissance au début des années 80.

**Tableau 1. La désinflation de 1980 à 1987**  
**Pourcentage d'augmentation, sauf indication contraire**

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
<b>Inflation<sup>a</sup></b>								
Ensemble de l'OCDE	10.2	9.2	7.4	5.2	4.7	4.2	3.8	3.2
Sept grands pays	9.5	8.8	6.7	4.6	3.9	3.5	3.1	2.7
Etats-Unis	9.1	9.6	6.4	3.9	3.7	3.2	2.6	3.0
Japon	3.8	3.2	1.9	0.8	1.2	1.4	1.9	-0.2
Quatre grands pays européens	13.0	10.4	9.3	7.7	5.5	5.3	4.6	3.5
Petits pays	13.9	11.4	11.4	9.0	9.2	8.0	7.7	6.4
<b>Croissance du PIB réel</b>								
Ensemble de l'OCDE	1.1	1.6	-0.4	2.7	4.9	3.2	2.7	2.7
Sept grands pays	1.0	1.7	-0.6	2.9	5.2	3.2	2.8	2.8
Etats-Unis	-0.2	1.9	-2.5	3.6	6.8	3.0	2.9	2.7
Japon	4.3	3.7	3.1	3.2	5.1	4.7	2.4	3.5
Quatre grands pays européens	1.0	0.2	0.8	1.6	2.7	2.4	2.6	2.3
Petits pays	2.0	0.6	0.8	1.6	3.4	3.3	2.7	2.6
<b>Taux de chômage<sup>b</sup></b>								
Ensemble de l'OCDE	6.2	7.0	8.4	8.9	8.5	8.4	8.3	7.9
Sept grands pays	5.6	6.4	7.8	8.1	7.5	7.4	7.3	7.0
Etats-Unis	7.2	7.6	9.7	9.6	7.5	7.2	7.0	6.2
Japon	2.0	2.2	2.3	2.6	2.7	2.6	2.8	3.0
Quatre grands pays européens	5.6	7.3	8.4	9.3	9.7	9.9	10.1	10.0
Petits pays	8.4	9.3	10.4	11.7	12.2	12.2	11.7	11.5
<b>Taux de change effectif<sup>c</sup></b>								
Etats-Unis	90	110	120	120	140	140	110	100
Japon	100	110	90	100	100	100	140	160
Allemagne	110	100	90	90	90	80	100	120
<b>Taux d'intérêt à court terme<sup>d</sup></b>								
Etats-Unis	11.4	14.0	10.6	8.6	9.5	7.5	6.0	5.8
Japon	10.9	7.4	6.9	6.4	6.1	6.5	4.8	3.5
Allemagne	9.5	12.1	8.9	5.8	6.0	5.4	4.6	3.9



Croissance de la masse monétaire au sens large								
Ensemble de l'OCDE	10.4	10.7	10.6	11.2	8.4	9.6	9.0	9.1
Sept grands pays	9.6	10.3	10.2	10.8	7.9	9.0	8.5	8.9
Etats-Unis	8.0	9.4	9.3	12.5	8.0	8.9	8.0	7.3
Japon	9.2	8.9	9.2	7.4	7.8	8.4	8.7	9.8
Quatre grands pays européens	10.8	11.7	12.3	10.7	8.2	9.3	9.0	10.6
Petits pays	15.2	12.8	12.8	13.3	11.6	13.3	12.4	10.4

Capacité ou besoin de financement  
des administrations publiques corrigés  
des fluctuations conjoncturelles,  
par rapport au PIB<sup>b</sup>

Ensemble de l'OCDE	-1.8	-1.6	-1.6	-1.8	-2.1	-2.3	-2.4	-1.9
Sept grands pays	-1.7	-1.4	-1.5	-1.8	-2.1	-2.3	-2.4	-1.9
Etats-Unis	-0.2	0.2	-0.3	-1.0	-1.7	-2.5	-2.9	-2.2
Japon	-4.1	-3.5	-3.0	-2.8	-1.7	-0.8	-0.7	-0.1
Quatre grands pays européens	-2.5	-2.7	-2.0	-1.8	-1.9	-1.8	-1.9	-1.7
Petits pays	-2.2	-2.5	-2.4	-2.4	-2.2	-2.5	-2.0	-1.5

07

**Pour mémoire:**

Prix à l'importation du pétrole dans la zone de l'OCDE (Prix caf, en dollars par baril)	32.9	36.3	33.9	30.0	29.0	27.5	15.0	18.0
Prix des produits de base non pétroliers	13.3	-14.7	-14.3	5.9	0.5	-9.7	2.7	8.8

a/ Mesurée par l'indice de prix implicite du PIB.

b/ Pourcentage.

c/ Indice du taux de change effectif, 1978 I = 100.

Durant cette période, les taux de chômage ont augmenté dans pratiquement tous les pays de l'OCDE et ont atteint dans de nombreux pays leur plus haut niveau depuis la fin de la guerre. En 1983, le taux de chômage moyen pour l'ensemble des sept grands pays s'établissait à 8 pour cent, et il avoisinait les 12 pour cent dans les petits pays. Parmi les grands pays, c'est au Canada et en Europe que l'accroissement du taux de chômage a été le plus marqué, alors qu'il était relativement faible au Japon.

L'un des premiers signes de retournement de la conjoncture mondiale en matière d'inflation, et peut-être aussi d'anticipations inflationnistes, a été l'évolution des prix des produits de base non pétroliers (graphique B). Les prix des minéraux et des métaux, généralement considérés comme sensibles à la demande et à l'inflation anticipée, ont atteint un niveau très élevé au premier trimestre de 1980. Les prix de ces produits, de même que ceux d'autres produits de base non pétroliers, qui avaient augmenté plus rapidement que les prix à l'exportation des pays de l'OCDE à la fin des années 70, se sont sensiblement repliés entre 1980 et 1982. Par rapport aux prix à l'exportation des produits manufacturés de la zone de l'OCDE, les prix des produits de base non pétroliers ont accusé une baisse spectaculaire en 1981 et en 1982. En termes réels et en termes nominaux, les prix des produits de base non pétroliers se sont légèrement redressés en 1983 grâce à la reprise de la croissance dans la zone de l'OCDE.

Mesurée par la progression de l'indice implicite des prix du PIB, l'inflation dans la zone de l'OCDE s'est nettement ralentie de sorte qu'en 1983 elle était deux fois moins rapide qu'en 1980. En ce qui concerne les grands pays, l'inflation a comparativement moins reculé – environ 1½ à 2 points – au Japon et en Allemagne, où les taux d'inflation étaient assez faibles, et en France, que dans d'autres pays. Au Royaume-Uni, par exemple, l'inflation est tombée de 19.6 pour cent en 1980 à 5.3 pour cent en 1983. Dans les petits pays considérés dans leur ensemble, la baisse s'est établie à 5 points entre 1980 et 1983 ; elle a donc été la même que dans les sept grands pays, mais à partir d'un niveau plus élevé.

## **B. Croissance lente et poursuite de la désinflation : 1983 à 1987**

L'un des traits marquants de la reprise des années 1983 à 1987 est que non seulement il n'y a pas eu d'accélération de l'inflation mais qu'il y a en fait eu poursuite de la baisse. Ce phénomène surprend d'autant plus qu'à compter du milieu de 1985 la politique monétaire s'est beaucoup assouplie dans les trois plus grands pays. Ce nouveau recul de l'inflation tient en partie à une croissance réelle généralement modérée, inférieure en moyenne à 3½ pour cent durant les quatre ans qui ont suivi la récession, alors qu'elle avait atteint 4 pour cent durant la précédente période de reprise des années 1976 à 1979. Pour la zone européenne de l'OCDE, la croissance annuelle moyenne s'est établie à environ 2½ pour cent entre 1983 et 1987. A

l'exception, notable il est vrai, des Etats-Unis, les taux de chômage sont le plus souvent restés élevés, voire se sont aggravés. Ce niveau élevé du chômage a continué de freiner la hausse des salaires nominaux durant la phase de reprise, mais à des degrés très différents selon les pays.

L'évolution des taux de change a sans doute également contribué dans une large mesure à limiter l'inflation dans l'ensemble de la zone de l'OCDE. En effet, la forte appréciation du dollar entre **1980** et le début de **1985** a contribué à la désinflation aux Etats-Unis durant une période d'expansionnisme budgétaire. Les effets inflationnistes dans les pays dont la monnaie s'est dépréciée ont été compensés par une politique budgétaire généralement restrictive et une baisse des prix des produits de base. En dehors des Etats-Unis, de fortes variations des marges de profit sur les marchés intérieur et extérieur ont également atténué l'incidence inflationniste des fluctuations des taux de change. Ce phénomène a pu être observé lorsque les monnaies autres que le dollar se sont dépréciées jusqu'au début de **1985**, puis par la suite lorsque le dollar s'est déprécié.

La quasi-stabilité des prix nominaux des produits de base non pétroliers et la forte baisse des prix réels entre **1984** et le début de **1987** ont renforcé la désinflation dans la zone de l'OCDE. La faiblesse des prix des produits de base non pétroliers en période de croissance économique soutenue, mais modérée, s'explique par un certain nombre de facteurs structurels. On citera, par exemple, l'augmentation constante des aides à l'agriculture dans la plupart des pays de l'OCDE, qui a contribué à la formation généralisée de surplus sur les marchés agricoles, la moindre utilisation des métaux dans la production de l'OCDE et la concurrence de nouveaux matériaux. La crise de l'endettement des pays en développement a également pu jouer un rôle important. Les pressions à la baisse pour les prix des produits de base ont été d'autant plus fortes que les pays producteurs lourdement endettés ont cherché à accroître leur production pour obtenir davantage de recettes à l'exportation.

La flambée des prix du pétrole durant les années 70 est étroitement liée à l'action menée par l'OPEP. L'influence de l'OPEP sur le prix mondial du pétrole résulte non seulement du degré de maîtrise de ses membres sur la production pétrolière, mais aussi du contexte économique qui prévaut dans les pays de l'OCDE. Au cours des années **70**, alors que l'OPEP contrôlait la majeure partie de l'offre mondiale excédentaire de pétrole, la zone de l'OCDE connaissait une croissance relativement rapide accompagnée d'une forte demande de pétrole. Dans ces conditions, l'OPEP a été à même, pendant un certain temps, d'exercer une grande influence sur les prix du pétrole en exerçant un contrôle de la production.

La situation s'est profondément modifiée durant les années **80**. La croissance dans la zone de l'OCDE s'est généralement située à un niveau faible et en réponse à des prix élevés le niveau d'utilisation du pétrole a diminué par rapport aux années **70** ; pour ce même motif, on s'est de plus en plus adressé à des producteurs

non membres de l'OPEP, qui se sont arrogés une part de plus en plus large des approvisionnements mondiaux et dont les capacités se sont généralement révélées excédentaires. Dès lors, l'OPEP n'a plus été en mesure de contrôler la production mondiale de pétrole et n'a donc exercé qu'une faible influence sur les prix mondiaux du pétrole. Après avoir atteint un prix record de **36** dollars le baril au début de **1981**, le prix moyen des importations de pétrole dans la zone de l'OCDE a régulièrement diminué pour tomber à **26** dollars à la fin de **1985**. Puis il a chuté à **11** dollars au début de **1986** avant de remonter à environ **16** dollars. Cette dernière baisse a indéniablement prolongé le processus de désinflation à un moment où il menaçait de prendre fin.

Tout au long des années **80**, les gouvernements des pays de l'OCDE ont mis de plus en plus l'accent sur l'amélioration des performances économiques par la voie de réformes structurelles (OCDE, **1988**). Ces réformes, en éliminant les distorsions fiscales, en favorisant la déréglementation et en intensifiant la concurrence, ont contribué au processus de désinflation. Dans un grand nombre de pays, certaines mutations structurelles sont venues remodeler au cours des années **80** le marché du travail (Chan-Lee et al., **1987** ; Emerson, **1987**) : les syndicats ont perdu des adhérents et ont vu leur pouvoir de négociation diminuer ; les règles d'indexation ont été modifiées pour contrecarrer la dynamique prix-salaires, bien que la décélération de la croissance des salaires ait pu s'en trouver retardée en période de désinflation rapide ; on a maintenu constants les salaires minimums en termes nominaux et/ou on les a laissés diminuer en termes réels ou par rapport au salaire moyen ; enfin, les taux de compensation de l'assurance-chômage ont baissé.

La déréglementation de certains secteurs, comme ceux des activités financières et des transports, s'est accompagnée d'une intensification de la concurrence, tant sur le marché du travail que sur le marché des biens. La concurrence a également été stimulée par l'évolution de la composition sectorielle de la production et de l'emploi. Dans de nombreux pays, la croissance économique durant l'expansion des années **1983-1987** s'est faite au détriment de branches qui étaient très syndicalisées et dont les structures de marché étaient moins compétitives. Les industries de base, notamment la sidérurgie, la construction navale et les activités extractives, ont reculé dans les pays de l'OCDE. D'autres branches, notamment l'automobile et l'électronique grand public, ont dû faire face à une forte concurrence par les prix de la part du Japon et des pays de l'Asie du sud-est. La diminution de la demande de biens d'équipement émanant des pays en développement lourdement endettés ainsi que de l'OPEP et des pays à économie planifiée a également agi dans le sens d'une réaffectation des ressources en faveur d'activités pour lesquelles la concurrence jouait plus librement au niveau de la formation des salaires et des prix.

En **1987**, l'inflation de la zone de l'OCDE, mesurée par la progression de l'indice implicite des prix du PIB, avait été ramenée à **3¼** pour cent ; en termes de taux de croissance semestriel, le processus de désinflation a pris fin au premier semestre de

1987. Dans les sept grands pays, l'inflation n'a atteint en moyenne que  $2\frac{3}{4}$  pour cent en 1987, mais elle est restée relativement élevée, à environ  $6\frac{1}{2}$  pour cent, pour l'ensemble des petits pays. L'écart d'inflation entre les pays de l'OCDE s'est cependant sensiblement réduit<sup>4</sup>. Mesuré par l'évolution de l'indice des prix à la consommation, le processus de désinflation s'est interrompu plus tôt, la forte baisse des prix du pétrole ayant permis de ramener la hausse des prix à la consommation à  $2\frac{1}{4}$  pour cent en 1986 pour l'ensemble de la zone de l'OCDE.

## II. DÉCOMPOSITION DES SOURCES DE LA DESINFLATION DES ANNÉES 1980 A 1987

Les modifications de la politique économique, de même que l'évolution des prix du pétrole et des produits de base non pétroliers, ont à l'évidence concouru à la désinflation de la période 1980- 1987. Alors que l'évolution des prix des produits de base est, dans une certaine mesure, conditionnée par les politiques économiques conduites dans les pays de l'OCDE, les modifications de ces politiques économiques peuvent être considérées comme exogènes, même si, dans une acceptation large de l'économie politique, certains leur attribuent un caractère endogène. Le modèle INTERLINK de l'OCDE a été utilisé pour quantifier les principales sources exogènes de la désinflation de la période 1980-1987 en procédant, à des simulations internationales rétrospectives ayant pour but d'estimer les effets inflationnistes :

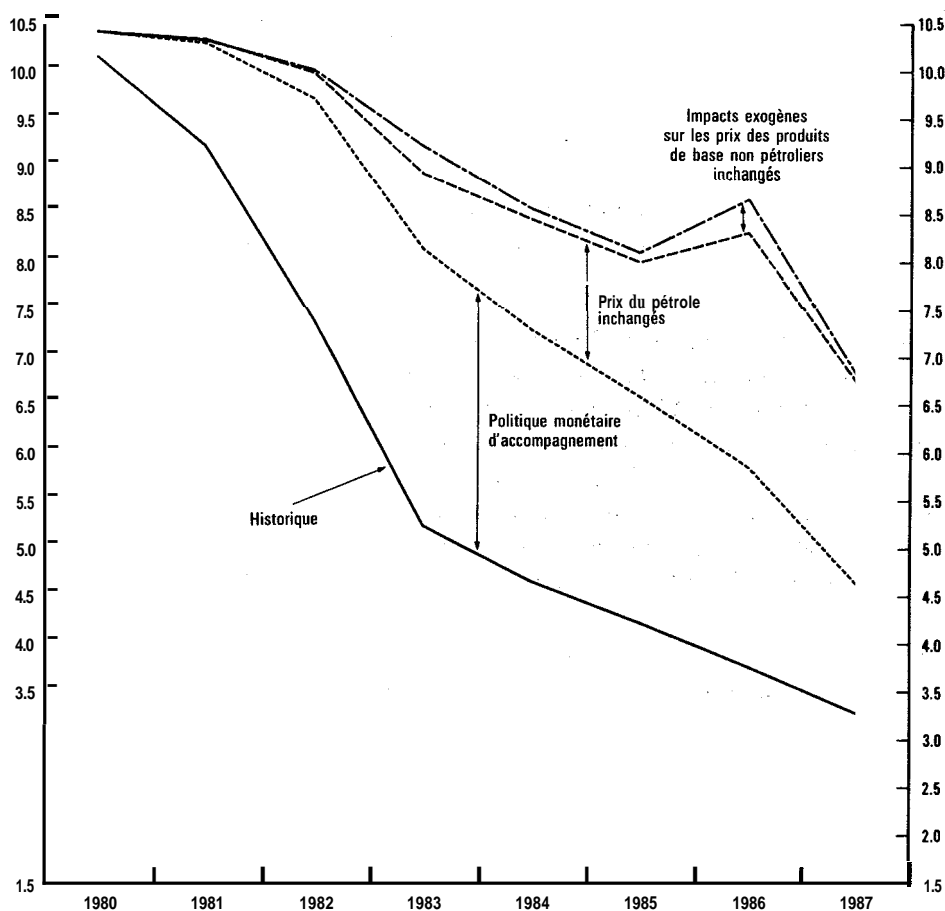
- i) **de la politique économique** en simulant une situation dans laquelle la politique économique, et tout particulièrement la politique monétaire, aurait continué d'accompagner l'inflation qui prévalait à la fin des années 70 et le deuxième choc pétrolier ;
- ii) **des prix des produits de base**, en simulant une situation dans laquelle les prix du pétrole seraient restés constants après 1979 et les prix des produits de base non pétroliers n'auraient pas subi de tendance exogène à la baisse.

On a également procédé à des simulations rétrospectives pour évaluer à la fois le rôle de l'évolution des taux de change et celui d'autres facteurs exogènes dans le processus de désinflation. On trouvera dans le graphique D et le tableau 2 les principaux résultats de ces simulations. Chaque simulation rétrospective indiquée dans le tableau 2 a été faite de manière indépendante et les simulations ne sont pas nécessairement additives même si elles sont représentées ainsi sur le graphique D<sup>5</sup>. Trois des principales simulations rétrospectives sont détaillées dans les tableaux 3 à 5 et la situation de référence fait l'objet du tableau 1.

GRAPHIQUE D

**SIMULATIONS DE L'HISTOIRE ILLUSTRANT  
L'IMPACT SUR L'INFLATION DE L'OCDE  
DES POLITIQUES MONÉTAIRES D'ACCOMPAGNEMENT  
ET DES PRIX DE PRODUITS DE BASE INCHANGÉS (a)**

Inflation de l'OCDE mesurée par la croissance de l'indice implicite de prix du PNB/PIB



a) Voir le corps du texte pour une description des simulations qui sont rapportées dans les tableaux 2 à 5

Chaque simulation rétrospective illustre une évolution alternative des économies de l'OCDE, lorsque l'un des facteurs exogènes ayant contribué à la désinflation de la période **1980-1987** est supprimé. La méthodologie de base est similaire à celle utilisée par Eckstein (**1978**) pour analyser la récession du milieu des années **70** aux Etats-Unis et par Shafer (**1988**) pour étudier les conséquences, pour les pays étrangers du déficit de la balance des opérations courantes des Etats-Unis au cours

**Tableau 2 Résultats pour l'inflation dans la zone de l'OCDE des simulations rétrospectives"**  
 Ecarts par rapport à son niveau de référence de la croissance de l'indice de prix implicite du PIB de la zone de l'OCDE,  
 exprimés en points de pourcentage

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Ecart cumulé
Politique monétaire d'accompagnement									
Sans modification des taux d'intérêt nominiaux à court terme <sup>b, c</sup>	0,2	1,1	2,3	3,0	2,6	2,4	2,0	1,4	15,0
Sans modification des taux d'intérêt réels à long terme	0,2	1,2	2,1	2,2	1,8	2,3	2,1	1,5	13,4
Sans modification de la politique budgétaire <sup>c</sup>	0	0	-0,1	-0,2	-0,5	-0,4	-0,1	0,2	-1,1
Sans modification des prix du pétrole <sup>b, c</sup>	0	0,1	0,3	0,8	1,1	1,5	2,4	2,2	8,4
En l'absence d'effets exogènes sur les prix des produits de base non pétroliers <sup>b</sup>	0	0	0,1	0,3	0,1	0,2	0,3	0,4	1,4
Sans modification des taux d'activité	0	0,2	0,2	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	2,7
En l'absence d'effets exogènes sur l'évolution des salaires	0,6	1,7	2,1	1,5	1,0	0,6	-0,3	-0,7	6,5
En l'absence d'effets exogènes sur les taux de change	0	0,3	0,3	0,3	0,6	0,8	1,1	0,1	3,5
<b>Pour mémoire:</b> incidence sur les prix des produits de base non pétroliers :									
De l'absence de modification des taux d'intérêt nominiaux à court terme	0,4	2,5	3,4	2,1	3,6	5,0	6,0	3,7	26,7
De l'absence de modification des prix du pétrole	0	0,9	2,1	4,5	4,4	1,9	15,3	4,2	33,3
De l'absence de modification des facteurs exogènes	0	5,1	10,3	-8,4	3,7	7,9	-1,5	5,0	22,1

*a/* Voir la partie principale de l'article pour ce qui concerne la spécification des simulations.

*b/* Voir le graphique 0 qui présente l'incidence inflationniste de ces simulations.

*c/* Ces simulations sont détaillées dans les tableaux 3 à 5.

des années 80. Les résultats d'une telle analyse dépendent, bien entendu, du modèle utilisé. Une comparaison des propriétés variantielles montre qu'INTERLINK se situe dans la tendance générale des modèles macro-économiques internationaux (Bryant et al., 1988). Toutefois des modèles fondés sur des théories fondamentalement différentes – notamment ceux où les salaires, les prix, les taux d'intérêt et les taux de change sont déterminés selon des anticipations parfaites – peuvent fournir des résultats et des analyses différents. On trouvera en annexe une brève description de la modélisation des processus inflationnistes dans INTERLINK et de l'aptitude des blocs prix-salaires et prix des produits de base non pétroliers à rendre compte de l'évolution passée.

### **A. Incidence de la politique monétaire**

L'incidence désinflationniste du resserrement de la politique monétaire intervenu dans l'ensemble de la zone de l'OCDE a été estimée au moyen d'une simulation rétrospective, dans laquelle la politique monétaire est censée avoir été « accommodante)). Les taux d'intérêt nominaux à court terme ont été maintenus à leur niveau moyen du second semestre de 1978 – environ 8 pour cent aux Etats-Unis et 4 pour cent au Japon et en Allemagne, contre des taux observés en 1980 se situant respectivement à 11.4, 10.9 et 9.5 pour cent. Dans la simulation, le maintien des taux d'intérêt à des niveaux constants s'effectue par la pression exercée par le revenu nominal et donc, la demande de monnaie. L'hypothèse alternative de taux d'intérêt réels à long terme inchangés donne des résultats similaires à ceux présentés ci-dessous (voir le tableau 2). Dans ces simulations, les dépenses réelles non salariales des administrations publiques sont maintenues à leur niveau de référence.

Le tableau 3 contient les résultats détaillés de la simulation où les taux d'intérêt nominaux demeurent inchangés. Afin d'éviter l'augmentation de ces taux à court terme, la croissance de la masse monétaire au sens large dans la zone de l'OCDE aurait dû être supérieure d'environ 3 points pour la période 1980 à 1983. La croissance réelle dans la zone de l'OCDE aurait été supérieure de 1 à 1½ pour cent entre 1980 et 1982, puis elle se serait établie à un niveau similaire à celui de la situation de référence. En 1982, l'année de la récession, tous les pays, sauf les Etats-Unis, auraient enregistré des taux de croissance positifs bien que modestes. Le chômage aurait été inférieur de 3/4 à 1 pour cent en moyenne sur la période 1980 à 1987. L'effet maximum du maintien des niveaux de taux d'intérêt nominaux à court terme aurait été d'accroître l'inflation dans la zone de l'OCDE de 3 points en 1983 et d'environ 1⅓ point en 1987. Par conséquent environ 3 points – sur un total de 5 points – de la baisse de l'inflation dans la zone de l'OCDE entre 1980 et 1983 peuvent être considérés comme imputables à l'adoption de politiques monétaires restrictives dans les pays de l'OCDE. Le moindre rôle de la politique



monétaire durant la période 1984 à 1987 traduit l'assouplissement observé des conditions monétaires à mesure que l'inflation continuait de s'affaiblir sous l'influence en particulier, de la baisse des prix du pétrole.

Les résultats des simulations montrent que l'effet désinflationniste de la politique monétaire a été plus marqué aux Etats-Unis qu'au Japon et en Europe. Pour 1983, par exemple, on estime que l'inflation aurait été supérieure de 4 points environ aux Etats-Unis, le surcroît d'inflation étant de moins de 3 points pour le Japon et l'Europe. Ces différences sur le plan international reflètent les variations endogènes de l'activité réelle et de l'emploi dans la simulation et les réactions induites des salaires et des prix. D'une manière générale, l'élasticité des salaires par rapport au taux de chômage et celle des prix par rapport à la demande excédentaire sont plus élevées aux Etats-Unis que dans les pays européens.

Il faut souligner que, dans ces simulations, les anticipations inflationnistes sont censées s'ajuster et exercer une incidence relativement faible sur les taux d'intérêt à long terme. De plus, ces simulations ne comportent aucun mécanisme prenant en compte les conséquences défavorables d'une aggravation de l'inflation sur la confiance des consommateurs ou des entreprises, alors que, lorsque l'inflation s'accroît, on peut par exemple observer une croissance du taux d'épargne des ménages. La simulation rétrospective avec politique monétaire d'accompagnement peut donc paraître assez peu vraisemblable puisque ses résultats ne reflètent pas les changements de comportement qu'on aurait pu escompter dans le contexte d'une inflation plus forte – voir à ce sujet l'argumentation de Lucas (Lucas, 1976). Cependant, on peut remarquer que la politique restrictive qui a été adoptée a en fait représenté un changement de cap plus important que la politique d'accompagnement retenue dans la simulation. En effet l'hypothèse de politique monétaire retenue peut être considérée comme un prolongement de la politique suivie au cours des années 70 dans un grand nombre de pays de l'OCDE.

## B. Incidence de la politique budgétaire

L'incidence de la politique budgétaire dans le processus de désinflation a été estimé en supposant que l'évolution des dépenses non salariales des administrations publiques (les recettes fiscales dans le cas des Etats-Unis et les transferts de sécurité sociale dans le cas de la France et du Royaume-Uni) a été telle qu'elle n'a pas modifié le rapport capacité nette de financement des administrations publiques/PIB entre 1980 et 1987<sup>6</sup>. La croissance de la masse monétaire au sens large a été maintenue à son niveau de référence. La **stabilisation ex-post** du rapport déficit public/PIB n'a pas un effet très net d'accompagnement en raison d'une part de l'impact des stabilisateurs automatiques et d'autre **part** parce que les mesures budgétaires discrétionnaires n'ont pas été restrictives dans tous les pays au cours de la période de référence (voir la rubrique ((pour mémoire) du tableau 4).

**Tableau 3. Simulation rétrospective d'une politique monétaire « d'accompagnement »**  
**Pourcentage d'augmentation, sauf indication contraire**

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
<b>Inflation<sup>a</sup></b>								
Ensemble de l'OCDE	10.4	10.3	9.7	8.2	7.3	6.6	5.8	4.6
Sept grands pays	9.9	10.2	9.4	8.0	6.9	6.2	5.3	4.0
Etats-Unis	9.6	11.2	9.8	8.0	7.5	6.7	5.4	4.4
Japon	3.5	4.3	3.8	3.4	3.6	3.4	3.7	1.2
Quatre grands pays européens	13.5	11.7	11.6	10.5	8.0	7.2	6.1	4.6
Petits pays	13.5	10.8	11.5	9.2	9.5	8.6	8.8	8.0
<b>Croissance du PIB réel</b>								
Ensemble de l'OCDE	20	30	1.0	27	4.4	32	25	20
Sept grands pays	20	33	1.0	28	4.6	3.2	2.4	1.9
Etats-Unis	0.6	3.4	-0.8	29	5.6	28	20	1.5
Japon	6.2	5.7	4.2	3.2	4.5	4.5	2.4	3.0
Quatre grands pays européens	1.9	1.4	1.7	2.0	2.9	2.8	2.8	2.0
Petits pays	22	1.1	1.5	2.0	3.2	3.2	2.6	2.5
<b>Taux de chômage<sup>b</sup></b>								
Ensemble de l'OCDE	6.0	6.4	7.3	7.9	7.9	7.9	8.0	7.9
Sept grands pays	5.3	5.6	6.5	7.0	6.8	7.0	7.1	7.1
Etats-Unis	6.7	6.3	7.4	7.7	6.8	7.0	7.6	7.7
Japon	2.0	2.1	2.2	2.5	2.6	2.5	2.6	2.8
Quatre grands pays européens	5.5	6.9	7.9	8.9	9.6	9.9	10.1	9.9
Petits pays	8.5	9.3	10.2	11.2	11.6	11.7	11.2	10.9
<b>Taux de change effectif<sup>c</sup></b>								
Etats-Unis	90	110	120	120	130	140	110	90
Japon	100	110	100	100	110	110	140	160
Allemagne	110	100	90	90	80	80	90	110
<b>Taux d'intérêt à court terme<sup>d</sup></b>								
Etats-Unis	7.9	7.9	7.9	7.9	7.9	7.9	7.9	7.9
Japon	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3
Allemagne	3.8	3.8	3.8	3.8	3.8	3.8	3.8	3.8

Croissance de la masse monétaire au sens large								
Ensemble de l'OCDE								
	13.5	14.8	14.0	13.0	10.8	11.2	9.9	8.9
<i>Pour mémoire</i> (écart par rapport à la situation de référence, en points de pourcentage):								
<b>Inflation</b>								
Ensemble de l'OCDE	0.2	1.1	2.3	3.0	2.6	2.4	2.0	1.4
Sept grands pays	0.4	1.4	2.7	3.4	3.0	2.6	2.2	1.3
Etats-Unis	0.5	1.6	3.4	4.1	3.8	3.5	2.8	1.4
Japon	-0.3	1.1	1.9	2.6	2.4	1.9	1.9	1.4
Quatre grands pays européens	0.5	1.3	2.3	2.8	2.5	1.9	1.5	1.1
Petits pays	-0.4	-0.6	0.1	0.2	0.3	0.6	1.1	1.6
<b>Croissance du PIB réel</b>								
Ensemble de l'OCDE	0.9	1.4	1.4	0	-0.5	0	-0.2	-0.7
Sept grands pays	1.0	1.6	1.6	-0.1	-0.6	0	-0.4	-0.9
Etats-Unis	0.8	1.5	1.7	-0.7	-1.2	-0.2	-0.9	-1.2
Japon	1.9	2.0	1.1	0	-0.6	-0.2	0	-0.5
Quatre grands pays européens	0.9	1.2	0.9	0.4	0.2	0.4	0.2	-0.2
Petits pays	0.2	0.5	0.7	0.4	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1
<b>Taux d'intérêt à court terme</b>								
Etats-Unis	-3.5	-6.1	-2.7	-0.7	-1.6	0.5	2.0	2.1
Japon	-6.6	-3.1	-2.6	-2.1	-1.8	-2.2	-0.5	0.8
Allemagne	-5.7	-8.3	-5.0	-1.9	-2.2	-1.6	-0.8	-0.1
<b>Hausse des prix des produits de base non pétroliers</b>								
	0.4	2.5	3.4	2.1	3.6	5.0	6.0	3.7

17

*Note:* Les taux d'intérêt nominaux à court terme sont maintenus constants par rapport à leur niveau de 1978 II. Les dépenses non salariales des administrations publiques en termes réels restent inchangées par rapport à leur niveau historique.

a) Mesurée par l'indice de prix implicite du PIB.

b) Pourcentage.

c) Indice du taux de change effectif, 1978 I = 100.

Tableau 4. Simulation rétrospective : politiques budgétaires inchangées

Pourcentage d'augmentation, sauf indication contraire

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Inflation*								
Ensemble de l'OCDE	10.2	9.2	7.3	5.0	4.2	3.8	3.7	3.4
Sept grands pays	9.5	8.8	6.7	4.4	3.4	3.2	3.2	3.0
Etats-Unis	9.1	9.6	6.3	3.6	3.1	2.5	2.2	2.9
Japon	3.8	3.1	1.9	0.9	0.9	1.8	3.2	1.3
Quatre grands pays européens	13.0	10.4	9.3	7.6	5.6	5.5	4.9	3.5
Petits pays	13.9	11.2	11.1	8.5	8.5	7.0	6.7	5.9
Croissance du PIB réel								
Ensemble de l'OCDE	1.1	1.2	-0.9	2.2	5.6	3.9	3.4	2.5
Sept grands pays	0.9	1.5	-1.0	2.6	5.8	3.9	3.2	2.4
Etats-Unis	-0.2	1.9	-2.7	3.0	6.6	3.3	3.4	2.9
Japon	4.3	3.9	3.3	2.9	6.9	6.3	2.2	1.0
Quatre grands pays européens	1.0	-0.7	0.6	2.1	3.5	2.9	2.8	1.9
Petits pays	2.0	-0.5	-0.6	0.1	4.0	4.2	4.4	3.3
Taux de chômage <sup>b</sup>								
Ensemble de l'OCDE	6.2	7.0	8.6	9.3	8.8	8.4	7.9	7.4
Sept grands pays	5.6	6.4	8.0	8.5	7.8	7.4	7.1	6.7
Etats-Unis	7.2	7.6	9.8	9.9	8.0	7.5	7.0	6.0
Japon	2.0	2.2	2.3	2.6	2.7	2.5	2.7	2.9
Quatre grands pays européens	5.6	7.4	8.8	9.7	9.9	9.8	9.8	9.7
Petits pays	8.4	9.4	10.6	12.1	12.5	12.1	10.9	10.1
Taux de change effectif <sup>c</sup>								
Etats-Unis	90	110	120	120	140	140	110	100
Japon	100	100	100	100	100	100	140	160
Allemagne	110	100	90	90	90	90	110	120
Taux d'intérêt à court terme <sup>d</sup>								
Etats-Unis	11.4	14.0	10.5	8.1	8.6	6.3	4.8	4.7
Japon	10.9	7.3	7.4	6.6	7.6	9.6	11.4	8.3
Allemagne	9.5	10.7	7.0	4.2	7.0	8.4	7.8	4.1
Croissance de la masse monétaire au sens large								
Ensemble de l'OCDE	10.4	10.7	10.6	11.2	8.4	9.6	9.0	9.1

Pour mémoire (écart en points de pourcentage par rapport à la situation de référence):

Inflation								
Ensemble de l'OCDE	0	0	-0.1	-0.2	-0.5	-0.4	-0.1	0.2
Sept grands pays	0	0	0	-0.2	-0.5	-0.4	0.1	0.3
Etats-Unis	0	0	-0.1	-0.3	-0.6	-0.7	-0.4	-0.1
Japon	0	-0.1	0	0.1	-0.3	0.3	1.4	1.5
Quatre grands pays européens	0	0	0	-0.1	0.1	0.2	0.2	0
Petits pays	0	-0.2	-0.3	-0.5	-0.7	-1.0	-1.0	-0.5
Croissance du PIB réel								
Ensemble de l'OCDE	0	-0.4	-0.5	-0.5	0.7	0.7	0.7	-0.2
Sept grands pays	0	-0.2	-0.4	-0.3	0.6	0.7	0.4	-0.4
Etats-Unis	0	-0.2	-0.6	-0.2	-0.2	0.3	0.5	0.2
Japon	0	0.2	0.2	-0.3	1.8	1.6	-0.2	-2.5
Quatre grands pays européens	0	-0.9	-0.2	0.5	0.8	0.5	0.2	-0.4
Petits pays	0	-1.1	-1.4	-1.5	0.6	0.9	1.7	0.7
Taux d'intérêt à court terme								
Etats-Unis	0	0	-0.1	-0.5	-0.9	-1.2	-1.2	-1.1
Japon	0	-0.1	0.5	0.2	1.5	3.1	6.6	4.8
Allemagne	0	0	0.4	1.0	1.3	0.9	0.9	1.1
Capacité ou besoin de financement des administrations publiques par rapport au PIB								
<b>Données réelles :</b>								
Ensemble de l'OCDE	0	0	1.3	1.5	0.8	0.7	0.7	0
Sept grands pays	0	-0.1	0.3	1.4	0.7	0.7	0.6	-0.1
Etats-Unis	0	-0.5	2.0	2.3	1.3	1.8	2.0	1.0
Japon	0	-0.3	-0.5	-0.4	-2.0	-3.3	-3.0	-3.8
Allemagne	0	0.6	0.2	-0.6	-1.2	-2.0	-1.9	-1.4
Quatre grands pays européens	0	0.9	1.2	1.1	0.8	0.6	0.3	0.1
Petits pays	0	1.0	1.5	2.0	1.2	1.0	0.8	0.6
<b>Données corrigées des fluctuations conjoncturelles :</b>								
Ensemble de l'OCDE	0	0.3	1.8	2.1	1.2	0.9	0.6	0.1
Sept grands pays	0	0.1	1.6	1.8	0.9	0.6	0.4	-0.1
Etats-Unis	0	-0.6	2.1	2.5	1.8	2.9	2.0	0.1
Japon	0	-0.4	-0.2	-0.5	-1.6	-3.3	-2.9	-2.5
Allemagne	0	1.2	0.9	-0.3	-1.1	-3.1	-2.8	-1.2
Quatre grands pays européens	0	1.5	2.0	1.9	1.4	0.8	0.4	0.4
Petits pays	0	1.5	2.8	4.0	3.2	2.5	1.8	1.4

*Note :* Le rapport de la capacité ou du besoin de financement nets des administrations publiques au PIB est maintenu constant de 1980 à 1987 en supposant différentes les recettes publiques aux Etats-Unis, les dépenses de sécurité sociale en France et au Royaume-Uni et les dépenses non salariales des administrations publiques dans les autres pays. La masse monétaire au sens large reste inchangée par rapport à son niveau historique.

a) Mesurée par l'indice de prix implicite du PIB.      b) Pourcentage.      c) Indice du taux de change effectif, 1978 I = 100.

Pour l'ensemble de l'OCDE, l'incidence désinflationniste du maintien *ex post* d'une politique budgétaire inchangée telle qu'envisagée ci-dessus, apparaît mineure (tableau 4). Cela tient essentiellement à l'existence de différences très marquées entre les effets estimés pour les Etats-Unis et le Japon, d'une part et, également, au sein de l'Europe d'autre part. La simulation montre que si les impôts directs n'avaient pas été réduits aux Etats-Unis au début des années 80, mais étaient restés à peu près stationnaires en pourcentage du PIB, l'inflation aurait pu être inférieure d'environ 1/2 point en moyenne sur la période **1983 à 1986**. Au Japon, une politique budgétaire restrictive se serait probablement traduite par une inflation nettement inférieure, le gain étant de 1 1/2 point. Parmi les grands pays européens, les effets divergents des politiques budgétaires – restrictifs pour l'Allemagne et le Royaume-Uni et expansionnistes pour la France et l'Italie – se sont par ailleurs compensés. Au total, on peut estimer que les changements de politique budgétaire (définis ci-dessus) ont provoqué un surcroît d'inflation de 1/2 à 1 pour cent dans les petits pays entre **1983 et 1987**.

### **C. Incidence des prix du pétrole et des produits de base non pétroliers**

Les *prix du pétrole* sont exogènes dans le modèle INTERLINK, même s'il est clair, comme on l'a indiqué précédemment, que la situation économique des pays industrialisés ne manque pas d'influencer les décisions de l'OPEP et des autres producteurs de pétrole. Le tableau 5 présente les résultats d'une simulation dans laquelle on a maintenu à son niveau du premier semestre de **1981**, soit **36** dollars le baril, le prix nominal des importations de pétrole de l'OCDE. Les taux d'intérêt nominaux à court terme et les dépenses réelles non salariales des administrations publiques ont été maintenus à leur niveau historique<sup>7</sup>. On estime que s'il n'y avait pas eu de baisse des prix de l'énergie, l'inflation dans la zone de l'OCDE aurait été supérieure d'environ 1/3 point en **1982** et d'environ 1 point en **1983 et 1984**. L'incidence de la baisse des prix du pétrole sur la désinflation dans la zone de l'OCDE s'est amplifiée en **1985** et en **1986**, où elle est estimée à environ 2 1/2 points d'inflation.

Les *prix des produits de base non pétroliers* sont déterminés de façon endogène dans le modèle INTERLINK par la croissance, l'inflation et les taux d'intérêt de la zone de l'OCDE – tous ces facteurs étant eux-mêmes endogènes – et par les prix mondiaux du pétrole et un certain nombre de facteurs exogènes relatif à l'évolution technologique et à l'offre. Dans la simulation de politique monétaire d'accompagnement qui a été évoquée ci-dessus, on estime que la hausse des prix des produits de base non pétroliers aurait été supérieure de près de 4 points en moyenne sur la période **1981 à 1987** (voir la rubrique ((pour mémoire)) du tableau 2). Dans la simulation où les prix du pétrole sont maintenus constants, on

estime que la hausse des produits de base non pétroliers aurait été supérieure de près de 5 points en moyenne sur la période **1981 à 1987**, l'effet maximum étant ressenti en **1986**.

Parmi les déterminants exogènes des prix des produits de base non pétroliers figurent les tendances temporelles décroissantes, représentatives de l'évolution technologique, ainsi que les résidus des équations qui prennent en compte certains facteurs agissant sur l'offre, comme par exemple, les conditions météorologiques et diverses autres perturbations. On a procédé à une simulation rétrospective dans laquelle les tendances temporelles restaient inchangées par rapport à leur valeur du premier semestre de **1981** et les résidus étaient maintenus constants à leur niveau moyen de **1979 à 1981**. L'incidence estimée de ces facteurs exogènes sur les produits de base non pétroliers est très instable et, en moyenne, ces facteurs jouent moins que la poursuite d'une politique monétaire d'accompagnement ou l'absence de modification des prix du pétrole. On peut estimer que l'incidence de ces facteurs exogènes sur les prix des produits de base non pétroliers n'a eu qu'un rôle relativement mineur dans le processus d'accélération de l'inflation de la zone OCDE (tableau 2). La simulation montre que les baisses exogènes des prix des produits de base non pétroliers représentent en moyenne  $\frac{1}{4}$  à  $\frac{1}{2}$  pour cent de la désinflation dans la zone de l'OCDE et que c'est en Europe que leur impact a été le plus marqué, l'Europe étant le premier acheteur de matières premières échangées sur les marchés internationaux.

Il apparaît donc que les politiques monétaires restrictives ont beaucoup plus joué dans la désinflation de la période **1980 à 1987** que les variations exogènes des prix du pétrole et des produits de base non pétroliers – tant en ce qui concerne le déclenchement du processus de désinflation que leur effet global durant la période **1980 à 1987**. Les précédentes analyses du mouvement de désinflation de la période **1980 à 1987** ont souvent été axées sur la baisse des prix des produits de base, ou sur l'accroissement des taux de chômage. Si, d'après Beckerman et Jenkinson (**1986**), le « renversement des prix des produits de base est essentiellement dû à l'intensité et à la durée de la récession intervenue après **1979** dans l'ensemble des pays industrialisés » (p. 39), la transmission s'est faite uniquement via les marchés de produits de base. L'analyse empirique menée par ces auteurs, ne permet de discerner « aucune relation entre le chômage global et la hausse des salaires dans la plupart des pays industrialisés » (p. 51). Comme le soulignent Brown (**1988**) et Morin (**1988**), ce résultat est en contradiction avec la plupart des autres recherches empiriques, y compris celle présentée ici, où les taux de chômage ont une incidence importante sur les salaires et où les prix subissent les effets d'un excédent de la demande. En effet, dans la simulation rétrospective de la politique monétaire présentée ci-dessus, la voie de transmission des mesures monétaires restrictives sur l'inflation s'effectue par le biais d'une diminution de la demande sur les marchés de produits de base, le marché du travail et le marché des biens. L'évolution des prix

Tableau 5. Simulation rétrospective : prix du pétrole inchangés  
 Pourcentage d'augmentation, sauf indication contraire

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
<b>Inflation<sup>a</sup></b>								
Ensemble de l'OCDE	10.2	9.3	7.7	6.0	5.8	5.7	6.2	5.4
Sept grands pays	9.5	8.9	7.0	5.3	5.0	4.9	5.6	4.8
États-Unis	9.1	9.7	6.8	4.5	4.4	4.2	5.2	4.6
Japon	3.8	3.2	2.2	1.7	2.7	2.9	5.7	1.4
Quatre grands pays européens	13.0	10.4	9.5	8.5	7.1	7.2	7.2	6.6
Petits pays	13.9	11.3	11.5	10.1	10.9	9.8	9.8	8.8
<b>Croissance du PIB réel</b>								
Ensemble de l'OCDE	1.1	1.6	-0.4	2.7	4.8	3.1	2.9	2.3
Sept grands pays	0.9	1.8	-0.6	2.9	5.0	3.1	2.9	2.3
États-Unis	-0.2	2.0	-2.5	3.5	6.6	3.0	3.2	1.9
Japon	4.3	3.7	3.1	3.2	5.0	4.7	2.7	3.8
Quatre grands pays européens	1.0	0.3	0.9	1.7	2.6	2.2	2.4	1.9
Petits pays	2.0	0.6	0.9	2.0	3.6	3.2	2.8	2.7
<b>Taux de chômage<sup>b</sup></b>								
Ensemble de l'OCDE	6.2	7.0	8.3	8.8	8.3	8.2	7.9	7.7
Sept grands pays	5.6	6.4	7.7	8.0	7.4	7.2	6.9	6.8
États-Unis	7.2	7.6	9.6	9.4	7.4	7.1	6.1	6.0
Japon	2.0	2.2	2.3	2.6	2.7	2.6	2.8	3.0
Quatre grands pays européens	5.6	7.3	8.4	9.2	9.5	9.7	10.0	9.9
Petits pays	8.4	9.3	10.4	11.5	11.8	11.8	11.3	11.0
<b>Taux de change effectif<sup>c</sup></b>								
États-Unis	90	110	120	120	140	140	110	100
Japon	100	110	90	100	100	100	140	160
Allemagne	110	100	90	90	90	90	110	120
<b>Taux d'intérêt à court terme<sup>d</sup></b>								
États-Unis	11.4	14.0	10.6	8.6	9.5	7.5	6.0	5.8
Japon	10.9	7.4	6.9	6.4	6.1	6.5	4.8	3.5
Allemagne	9.5	12.1	8.9	5.8	6.0	5.4	4.6	3.9



<b>Croissance de la masse monétaire au sens large</b>								
<b>Ensemble de l'OCDE</b>	10.4	10.7	10.8	11.7	9.2	10.6	10.6	10.9

*Pour mémoire* (écart en points de pourcentage par rapport à la situation de référence):

<b>Inflation</b>								
<b>Ensemble de l'OCOE</b>	0	0.1	0.3	0.8	1.1	1.5	2.4	2.2
<b>Sept grands pays</b>	0	0.1	0.3	0.7	1.1	1.3	2.5	2.1
Etats-Unis	0	0.1	0.4	0.6	0.7	1.0	2.6	1.6
Japon	0	0	0.3	0.9	1.5	1.4	1.9	1.6
Quatre grands pays européens	0	0	0.2	0.6	0.8	1.7	1.9	3.1
<b>Petits pays</b>	0	0.1	0.1	1.1	1.7	1.8	2.1	2.4

<b>Croissance du PIB réel</b>								
<b>Ensemble de l'OCDE</b>	0	0	0	0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.4
<b>Sept grands pays</b>	-0.2	0.1	0	0	-0.1	-0.1	0.1	-0.5
Etats-Unis	0	0.1	0	-0.1	-0.2	0	0.3	-0.8
Japon	0	0	0	0	-0.1	0	0.3	0.3
Quatre grands pays européens	0	0.1	0.1	0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.4
<b>Petits pays</b>	0	0	0.1	0.4	0.2	-0.1	0.1	0.1

<b>Croissance de la masse monétaire au sens large</b>								
<b>Ensemble de l'OCDE</b>	0	0	0.2	0.5	0.6	1.0	1.6	1.8

<b>Hausse des prix des produits de base non pétroliers</b>	0	0.9	2.1	4.5	4.4	1.9	15.3	4.2
--	---	-----	-----	-----	-----	-----	------	-----

<b>Prix à l'importation du pétrole dans la zone de l'OCDE<sup>d</sup></b>	0	1.0	3.4	7.3	8.3	9.8	22.3	19.4
---	---	-----	-----	-----	-----	-----	------	------

Note: Le prix à l'importation du pétrole dans la zone de l'OCDE est maintenu inchangé à 36 dollars le baril (niveau effectif en 1981 I). Les taux d'intérêt à court terme et les dépenses non salariales des administrations publiques en termes réels restent inchangés par rapport à leur niveau historique.

a) Mesurée par l'indice de prix implicite du PIB.

b) Pourcentage.

c) Indice du taux de change effectif, 1978 I = 100.

d) En dollars par baril.

des produits de base et celle des taux de chômage ne sont pas indépendantes ; chacune reflète, en particulier, les modifications de la politique macro-économique.

#### D. Autres facteurs exogènes et taux de change

D'autres facteurs exogènes ont également concouru à la désinflation de la période **1980-1987**. Au début des années **80**, on a pu observer un accroissement, en partie autonome, des **taux d'activité**, en particulier en Amérique du Nord et au Japon. Si les taux d'activité étaient restés les mêmes qu'en **1980**, la croissance de la population active et la progression des taux de chômage auraient été plus faibles et on peut estimer que l'inflation dans la zone de l'OCDE aurait été supérieure en moyenne d'environ  $\frac{1}{4}$  à  $\frac{1}{2}$  point (tableau 2). L'incidence inflationniste pourrait avoir atteint jusqu'à 1 point de pourcentage au Japon entre **1980** et **1983**, les taux d'activité ayant sensiblement augmenté dans ce pays (**73** pour cent en **1983**, contre **71** pour cent en **1979**).

Les **mesures en matière de politique structurelle** concernant le marché du travail ont également contribué à la désinflation dans certains pays. Elles permettent d'expliquer, en particulier, qu'au regard des relations observées dans le passé et résumées dans les équations de salaires, la hausse des salaires a eu tendance à être plus lente sur la période **1980 à 1984** dans la plupart des pays de l'OCDE (voir l'annexe et Chan-Lee *et al.*, **1987**). Pour estimer l'impact de cette évolution « inhabituelle » des salaires, on a procédé à une simulation rétrospective dans laquelle les résidus de l'équation de salaires ont été maintenus constants à leur niveau du deuxième semestre de **1979** (tableau 2). On peut estimer que cela a contribué à une réduction de l'inflation dans la zone de l'OCDE de plus d'un point de pourcentage en moyenne par an entre **1980** et **1985**.

Parmi les sept grands pays, cet effet est plus marqué pour les quatre grands pays européens<sup>8</sup>. En outre, on estime qu'aux Pays-Bas, le réaménagement du régime d'indexation et la réduction des primes qui sont intervenus de **1980 à 1981** ont contribué à freiner la progression des salaires d'environ **2 à 3** pour cent en moyenne sur la période **1982 à 1986**. D'une manière générale, alors que de **1986 à 1987**, la hausse des salaires a été relativement modérée, mais néanmoins plus importante que celle qu'on aurait pu escompter au regard notamment des niveaux élevés du chômage et des faibles taux d'inflation, on peut estimer que l'évolution « inhabituelle » des salaires s'est traduite dans la zone de l'OCDE par un surcroît d'inflation d'environ  $\frac{1}{2}$  point durant ces deux années.

Dans les simulations qui viennent d'être présentées, les **taux de change** ont été considérés comme endogènes, reflétant essentiellement les écarts de taux d'intérêt et d'inflation ainsi qu'une prime de risque. Sur la période **1980-1987**, l'évolution des taux de change a manifestement subi l'influence de facteurs autres que ces

variables fondamentales. En effet, pour cette période, l'équation de taux de change du modèle INTERLINK et pratiquement toutes les équations de taux de change habituelles sont affectées d'importantes erreurs. Si on tente d'éliminer les fortes variations inexpliquées des taux de change en maintenant les résidus des équations à leur niveau du premier semestre de **1979**, le modèle fait apparaître pour l'ensemble de la période une dépréciation constante, mais faible, du taux de change effectif du dollar. L'incidence sur l'inflation dans l'ensemble de la zone de l'OCDE est peu marquée. On observe en moyenne un accroissement de l'inflation d'environ  $\frac{1}{2}$  point, expliquée d'une part par des structures de retard différentes selon les pays et d'autre part par l'impact des modifications de taux de change sur les prix des produits de base non pétroliers (tableau 2). Ainsi, on observe des effets compensatoires relativement importants entre les pays et, au cours du temps, pour un même pays. Aux Etats-Unis, la désinflation se serait manifestée plus lentement, mais plus durablement : l'inflation aurait été supérieure d'environ 4 points en **1985** lorsque l'appréciation effective du dollar a été maximale, mais elle aurait été pratiquement identique en **1987** à celle de la situation de référence. Le résultat s'inverse pour les pays dont la monnaie s'est appréciée. Pour les quatre grands pays européens, l'inflation aurait été inférieure de quelque 3 points en **1985** et supérieure de  $1\frac{1}{2}$  point environ en **1987**. Au Japon, c'est en **1986** et en **1987**, années pour lesquelles l'inflation aurait été plus forte de 2 points, que l'impact est le plus marqué.

## RÉSUMÉ ET IMPLICATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

On peut résumer comme suit les résultats de la décomposition des sources de la désinflation sur la période **1980 à 1987** :

- le principal facteur de la désinflation a été la politique monétaire restrictive adoptée dans les pays de l'OCDE ;
- les politiques budgétaires restrictives ont également concouru à la désinflation dans la plupart des pays, mais beaucoup moins que les politiques monétaires ;
- même si l'évolution des prix des produits de base non pétroliers reste largement inexpliquée, il semble que cette évolution n'ait pas à elle seule joué un rôle majeur dans le recul de l'inflation au sein de la zone de l'OCDE ;
- la baisse des prix du pétrole, qui a été indéniablement influencée par les politiques économiques menées dans les pays de l'OCDE a joué relativement peu dans la désinflation des années **1980 à 1983**, période durant laquelle la désinflation a été la plus forte, mais a eu un rôle important en confortant la désinflation après **1985** ;

- une série d'autres facteurs, notamment la modification des taux d'activité, la « modération » salariale et l'évolution des taux de change ont également concouru à la baisse de l'inflation dans la zone de l'OCDE.

Il semble qu'en 1988, le processus de désinflation soit parvenu à son terme dans la zone de l'OCDE, avec des taux d'inflation faibles au regard du passé. Parce qu'un taux d'inflation faible et stable est généralement considéré comme l'un des préalables à une croissance économique durable et que le prix à payer pour la désinflation est élevé, il importe de préserver les niveaux actuels. Comme on l'a vu dans le passé, les chocs exogènes qui affectent la demande ont d'importantes répercussions sur l'inflation dans le court terme. En réaction à ces chocs ou aux tensions inflationnistes, la politique monétaire et la politique budgétaire peuvent de façon générale « accompagner » ou non l'accroissement de l'inflation consécutive au choc subi avec les conséquences induites pour l'activité. Telles sont les options qui s'offraient aux responsables de la politique économique à la fin des années 70.

Une politique de non-accompagnement peut être sans graves conséquences pour l'économie réelle si l'on se trouve dans un contexte d'anticipations modérément inflationnistes, étroitement encadrées par la politique économique, qui facilite une réaction adéquate des salaires et des prix. Après une longue période d'accélération de l'inflation, comme celle des années 70, le prix à payer pour la désinflation est généralement élevé, tant en terme de recul de la production que d'aggravation du chômage. Les économies de la zone de l'OCDE ont néanmoins montré qu'elles pouvaient réagir à une politique résolue de lutte contre l'inflation. Cependant, rétrospectivement, on peut faire valoir qu'il est moins coûteux de maintenir l'inflation à un faible niveau en n'accompagnant pas les chocs lorsqu'ils se produisent plutôt que de laisser se développer des poussées inflationnistes qui, *ex ante*, peuvent paraître sporadiques, voire inoffensives, mais qui, en se poursuivant, finissent pas atteindre des niveaux économiquement et politiquement insupportables. Telle est, sans doute la leçon la plus importante de la désinflation des années 80.

## NOTES

1. Cette section s'appuie sur l'examen des fondements analytiques de l'évolution entre 1979 et 1987 des stratégies de politique macro-économique des pays de l'OCDE, que l'on trouvera dans Chouraqui *et al.* (1987). Llewellyn *et al.* (1985), chapitres 2 et 3, examinent de manière approfondie les politiques économiques des pays de l'OCDE sur l'ensemble de la période d'après-guerre.
2. Entre 1982 et 1983, l'accélération de la croissance des agrégats monétaires aux Etats-Unis qui est intervenue dans le contexte d'une inflation décroissante était due à une progression exceptionnelle de la demande de monnaie et non à un assouplissement radical de la politique monétaire. Les préoccupations au sujet de l'endettement du tiers monde ont sans doute également joué (Chouraqui *et al.*, 1987).
3. C'est d'abord par l'importance accordée à la crédibilité de la politique économique que l'école des anticipations rationnelles, dite des «new classiques» s'est singularisée. Voir Taylor (1982) et la bibliographie citée dans cet ouvrage.
4. Plus de la moitié des pays Membres de l'OCDE connaissaient toutefois un taux d'inflation supérieur à 4 pour cent en 1987. Le resserrement des écarts d'inflation apparaît dans les écarts types des taux d'inflation des pays Membres de l'OCDE fondés sur l'indice implicite des prix du PIB (les chiffres de la première ligne portent sur tous les pays de l'OCDE, alors que dans ceux de la deuxième ligne on a exclu la Grèce, l'Islande et la Turquie).

1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
21.3	11.3	10.8	16.4	11.2	10.3	8.1	7.8
5.6	4.6	4.4	5.5	4.9	4.6	4.8	3.8

5. Il n'a pas été possible de combiner tous les changements exogènes en une seule simulation rétrospective. Après une hausse des prix du pétrole aussi considérable que celle qui s'est produite en 1979, l'inflation aurait en tout état de cause fortement diminué. C'est pourquoi il n'est pas particulièrement intéressant d'essayer de déterminer, dans la baisse **totale** de l'inflation, ce qui est expliqué par divers facteurs et ce qui ne l'est pas.
6. Une autre solution acceptable aurait été de supposer que le rapport au PIB du déficit des administrations publiques structurel ou corrigé des fluctuations conjoncturelles, ne se modifiait pas. Le modèle INTERLINK ne mesurant pas spécifiquement les soldes budgétaires structurels, il n'a pas été possible de procéder à une telle simulation. On a toutefois calculé à partir des résultats des simulations le rapport corrigé des fluctuations conjoncturelles (voir la partie ((pour mémoire» du tableau 4).
7. Si la masse monétaire au sens large était demeurée à son niveau historique, c'est-à-dire si la politique monétaire n'avait pas «accompagné» les hausses des prix du pétrole, l'inflation totale aurait été en moyenne inférieure chaque année d'un quart à un demi point durant la période 1982 à 1987.

8. Clinget Meunier (1986), Minczeles et Sicsic (1986) et Morin (1988) estiment que le contrôle des prix et l'effet qu'il a eu sur les anticipations inflationnistes sont les principaux facteurs de la désinflation en France entre 1982 et 1985. L'incidence d'autres facteurs structurels sur l'inflation, notamment la perte de pouvoir des syndicats, la déréglementation, l'intensification de la concurrence, sont difficiles à discerner de façon empirique. Ces changements structurels étant pour une large part propres à chaque pays, il est peu probable qu'ils aient fortement influé sur l'évolution de l'inflation dans l'ensemble de la zone de l'OCDE.

1982-1985  
1986-1989  
1990-1993  
1994-1997  
1998-2001  
2002-2005  
2006-2009  
2010-2013  
2014-2017  
2018-2021

---

Annexe

## PROCESSUS INFLATIONNISTE ET APTITUDE A RENDRE COMPTE DE L'ÉVOLUTION RÉCENTE DANS LE MODÈLE INTERLINK

Les spécifications et les propriétés des blocs prix-salaires d'INTERLINK sont décrites dans Coe (1985), Chan-Lee *et al.* (1987) et Stiehler (1987). Richardson (1988) rend compte de la structure et de l'ensemble des propriétés d'INTERLINK. C'est la version d'INTERLINK de l'hiver 1987 qui a été utilisée pour les simulations présentées dans la section II.

Dans ces simulations, pratiquement tous les déterminants de l'inflation sont endogènes, à l'exception des prix du pétrole et de la croissance tendancielle de la productivité. Dans INTERLINK, les salaires nominaux sont déterminés au moyen d'une courbe de Phillips augmentée des anticipations, dans laquelle les principales variables explicatives sont le taux de chômage, le taux d'inflation anticipé (les anticipations inflationnistes sont censées être adaptatives) et, selon les pays, la croissance de la productivité du travail et l'écart entre la croissance des prix à la consommation et des prix de production. La formation des prix intérieurs, dépendent à court terme des coûts intérieurs et des pressions de la demande excédentaire, et respectent sur longue période l'homogénéité par rapport à une moyenne pondérée de coûts intérieurs et de prix mondiaux. Les principaux déterminants des indices de prix implicite de la demande intérieure sont l'indice de la valeur ajoutée du secteur privé et les prix de l'énergie importée et des autres importations.

Les prix mondiaux des produits de base non pétroliers sont déterminés de façon endogène par la croissance, l'inflation et les taux d'intérêt de la zone de l'OCDE, les prix du pétrole, et des tendances temporelles représentant des facteurs technologiques (Holtham et Durand, 1987). La contrainte d'homogénéité à long terme par rapport au niveau des prix dans la zone de l'OCDE est respectée. Alors que les modifications de l'activité dans la zone de l'OCDE influent à court terme sur l'évolution des prix des produits de base non pétroliers, le niveau de l'activité dans la zone de l'OCDE n'a aucune incidence à long terme. Les prix des produits de base non pétroliers déterminent les valeurs unitaires à l'exportation des denrées alimentaires et des matières premières non énergétiques pour les pays de l'OCDE et les autres régions du monde. Les valeurs unitaires à l'exportation déterminent ensuite les prix à l'importation, qui se répercutent à leur tour sur les prix intérieurs et les salaires.

Les hypothèses de politique monétaire et budgétaire sont parmi les principaux éléments qui conditionnent dans les simulations l'évolution de l'inflation. Les chocs monétaires ou budgétaires, se transmettent aux salaires par le biais des tensions sur le marché du travail et, pour certains pays, par les variations à court et moyen terme de la croissance de la productivité. Le niveau d'activité a une incidence directe sur les prix à travers l'évolution de la production par rapport à son niveau potentiel. L'évolution des prix reflète également la transmission internationale des tensions sur la demande et sur les prix dans les pays partenaires et sur les marchés des produits de base. En cas de simulation d'un choc monétaire, ou de tout autre choc non budgétaire, l'incidence sur l'activité et sur l'inflation varie selon que la politique budgétaire est maintenue inchangée en termes réels ou nominaux. Les dépenses non salariales des administrations publiques sont l'instrument utilisé pour

fixer la politique budgétaire, les recettes et les dépenses salariales des administrations publiques étant endogènes.

Dans les simulations de mesures budgétaires ainsi que de chocs exogènes, l'orientation de la politique monétaire joue un rôle fondamental. Lorsqu'un choc budgétaire expansionniste n'est pas (« accompagné » par la politique monétaire, c'est-à-dire, lorsque l'on ne modifie pas le sentier d'évolution de la masse monétaire, les taux d'intérêt à court terme s'accroissent de façon que la demande de monnaie reste conforme à l'offre de monnaie. Cette hausse des taux d'intérêt a un effet d'éviction sur l'investissement et la consommation du secteur privé, ce qui atténue l'incidence sur les prix. Si on pratique une politique monétaire d'accompagnement, c'est-à-dire, si l'on ne modifie pas la trajectoire d'évolution des taux d'intérêt nominaux à court terme, les incidences sur l'activité et l'inflation sont plus importantes.

Tableau A1. Evaluation du bloc prix-salaires du modèle INTERLINK (1980-87)

Pourcentage

	Salaires du secteur privé		Indice de prix implicite de la consommation privée		Indice de prix implicite de la production <sup>a</sup>	
	Erreur moyenne	Erreur moyenne absolue	Erreur moyenne	Erreur moyenne absolue	Erreur moyenne	Erreur moyenne absolue
Etats-Unis	0	0.4	0.4	0.1	0.5	1.0
Japon	0.3	0.8	-0.1	0.4	0.2	0.7
Allemagne	0.2	0.6	0.1	0.5	-0.2	0.8
France	0.1	0.5	0.1	0.4	0.3	1.0
Royaume-Uni	-0.1	0.6	0.2	0.5	-0.1	0.8
Italie	0.1	0.1	0	0.6	2.4	2.6
Canada	0.1	0.8	0.4	0.7	-0.1	0.6
<b>Autriche<sup>c</sup></b>	-0.1	0.7	0.8	1.6		
Belgique	0.1	1.5	0.1	1.1		
Danemark	0.3	0.8	0.1	0.8		
Finlande	0.2	0.7	-0.5	0.8		
Grèce <sup>b</sup>	-1.8	6.0	2.4	2.5		
Islande <sup>b, c</sup>	1.4	1.4	0.2	0.8		
Irlande <sup>c</sup>	0.3	1.0	0.5	1.2		
Pays-Bas	0.1	0.9	0.4	0.7		
Norvège <sup>c</sup>	-0.1	0.7	0.1	1.4		
Portugal <sup>c</sup>	0	1.8	1.2	1.9		
Espagne	-1.1	3.0	0.8	2.2		
Suède	0.5	2.5	1.2	1.4		
Suisse	-0.3	0.6	-0.2	0.6		
Turquie <sup>b, c</sup>	-7.4	26.4	1.3	2.1		
Australie	-0.2	1.6	0.4	0.8		
Nouvelle-Zélande <sup>b, c</sup>	0.1	1.6	1.1	2.4		

a/ Des équations de comportement de l'indice de prix implicite de la production du secteur des entreprises, hors énergie, n'existent que pour les sept grands pays.

b/ Rémunération par salarié.

c/ Y compris les traitements et salaires du secteur public.



D'une manière générale, les équations de prix et de salaires d'INTERLINK se caractérisent par une tendance à la surestimation pour la période 1980-1984 et une tendance à la sous-estimation pour la période 1985-1987. Cependant, par rapport aux résidus des équations estimées, les erreurs ne sont généralement pas suffisantes pour être l'indice d'un changement de comportement statistiquement significatif (Chan-Lee et al., 1987). On trouvera dans le tableau A1 des statistiques concernant l'aptitude des équations de prix à la consommation privée et des équations de salaires à rendre compte de la période 1980-1987 pour chaque pays de l'OCDE. Des statistiques relatives aux équations de prix à la production des sept grands pays sont aussi présentées. Pour ces derniers, les équations du bloc prix-salaires ont donné des résultats assez satisfaisants, l'erreur moyenne en valeur absolue se situant entre 0.5 et 1 pour cent. Ces équations ne sont pas aussi satisfaisantes pour les petits pays, en particulier pour certains de ceux qui connaissent une forte inflation.

Le tableau A2 donne les mêmes statistiques pour les équations de prix des produits de base non pétroliers. On constate des erreurs relativement importantes dans toutes les équations. Dans le cas des prix des denrées alimentaires, des produits agricoles bruts et des métaux et minerais, les équations accusent une tendance à la surestimation et, dans le cas des boissons tropicales, une tendance à la sous-estimation. D'une manière générale, il ne se dégage aucune tendance pour les résidus de ces équations sur la période 1980-1985, bien que presque toutes les équations présentent en 1983 d'importantes erreurs. A l'exception des boissons tropicales, les équations ont également eu une tendance à la sous-estimation en 1986 et 1987, en particulier pour les produits agricoles bruts ainsi que les métaux et minerais. On considère généralement que les résidus reflètent certains chocs au niveau de l'offre, comme les conditions météorologiques et d'autres facteurs exogènes qui ne sont pas pris en compte dans les équations.

**Tableau A2. Evaluation du bloc prix des produits de base non pétroliers du modèle INTERLINK (1980-87)**

Pourcentage

Indice des prix des produits de base	Erreur moyenne	Erreur moyenne absolue
<b>CNUCED<sup>a</sup></b>		
Denrées alimentaires	2.3	85
Boissons tropicales	0	82
Produits agricoles bruts	-2.5	46
Métaux et minerais	-2.3	46
Moyenne pondérée	-1.6	
<b>HWWA<sup>b</sup></b>		
Denrées alimentaires	-1.0	7.0
Boissons tropicales	1.3	7.2
Produits agricoles bruts	-3.5	6.2
Métaux et minerais	-1.7	4.7
Moyenne pondérée	-1.4	

Le tableau A3 présente une décomposition des variations, sur la période 1980-87, des prix des produits de base non pétroliers dus aux changements qui ont affecté les diverses variables explicatives. Cette décomposition a été effectuée à partir de simulations portant uniquement sur le bloc des prix de produits de base non pétroliers, dans lesquelles les déterminants des prix ont été maintenus constants par rapport à leur niveau du premier semestre de 1980. La décomposition présentée au tableau A3 n'est pas comparable aux simulations rétrospectives effectuées dans la partie principale de cet article parce que *i)* il n'y a pas de rétroaction endogène des variations des prix du pétrole sur, par exemple, l'évolution de la croissance ou de l'inflation dans la zone de l'OCDE, et *ii)* les types de chocs et leur rythme sont différents. Pour la période 1980-83, on estime que les tendances temporelles et les résidus des équations de prix de produits de base non pétroliers jouent un rôle prépondérant dans les variations de ces derniers. Pour la période 1986 à 1987, on estime que l'évolution économique dans la zone de l'OCDE, notamment les fluctuations du taux de change du dollar, et la forte baisse des prix du pétrole en 1986 sont principalement à l'origine des variations des prix des produits de base non pétroliers.

**Tableau A3. Décomposition de la hausse des prix des produits de base non pétroliers de 1980 à 1987**  
Points de pourcentage

	Contribution à la hausse des prix des produits de base non pétroliers de l'évolution des éléments suivants:				Total (1) + (2) + (3) + (4)	Chiffre effectif
	Croissance, inflation, taux d'intérêt et taux de change dans la zone de l'OCDE (1)	Prix du pétrole (2)	Tendances temporelles (3)	Erreurs des équations (4)		
1980 II	5.9	-0.4	-38	-0.3	1.4	1.7
1981	-1.2	0.2	-4.5	-8.4	-11.6	-14.7
1982	-1.7	-1.6	-5.0	-5.6	-13.9	-14.3
1983	0.7	-3.4	-3.4	13.0	6.9	5.9
1984	5.0	-1.3	-4.6	1.2	0.3	<b>0.5</b>
1985	-0.6	-1.0	-4.4	-4.6	-10.6	-9.7
1986	11.6	-12.6	-1.7	4.6	1.9	2.7
1987	11.5	-1.4	-1.8	1.3	9.6	8.8

*Note:* Cette décomposition a été obtenue à partir de simulations du bloc produits de base non pétroliers. Dans chaque simulation, l'un des quatre déterminants, indiqués ci-dessus, des prix des produits de base non pétroliers a été maintenu constant par rapport à son niveau du premier semestre de 1980. Le total des contributions ne correspond pas à la variation effective des prix des produits de base non pétroliers en raison de la présence de variables dépendantes décalées dans les équations. (En ce qui concerne la dynamique des équations, voir Holtham et Durand, 1987).

## BIBLIOGRAPHIE

- Beckerman, W. et T. Jenkinson (1986), «What stopped the inflation? Unemployment or commodity prices?», *Economic Journal* (mars), pp. 39-54.
- Black, S. (1987), «Accounting for the slowdown of inflation in OECD countries in the 1980s: how much is due to monetary policy?», document ronéotypé présenté à la réunion de décembre de l'American Economic Association.
- Brown, A.J. (1988), « World depression and the price level », *National Institute Economic Review* (février), pp. 65-79.
- Bryant, R., D.W. Henderson, G. Holtham, P. Hooper et S. Symansky (dir. publ.) (1988), *Empirical macroeconomics for interdependent economies*, The Brookings Institution, Washington D.C.
- Chan-Lee, J., D.T. Coe et M. Prywes (1987), ((Mutations micro-économiques et désinflation salariale macro-économique dans les années 80 », *Revue économique de l'OCDE*, n° 8, pp. 133-72.
- Chouraqui, J.C., K. Clinton et R.B. Montador (1987), « The medium-term macroeconomic strategy revisited », *Document de travail du Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE* n° 48 (décembre).
- Cling, J. et F. Meunier (1986) .« La désinflation en France : le point de vue de l'économètre », *Revue économique* (novembre), pp. 1093-1122.
- Coe, D.T. (1985), ((Salaires nominaux, taux de chômage non inflationniste et flexibilité des salaires)), *Revue économique de l'OCDE* n° 5 (automne), pp. 97-142.
- Eckstein, O. (1978), *The Great Recession*, Amsterdam, North-Holland.
- Emerson, M. (1987), « Regulation of the labour market: policy regimes for the retirement and dismissal of employees in the industrialised countries », *EEC Economic Papers* n°/55 (juin).
- Holtham, G. et M. Durand (1987) « OECD economic activity and non-oil commodity prices: reduced-form equations for INTERLINK », *Document de travail du Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE* n° 42 (juin).
- Lucas, R.E. (1976) , « Econometric policy evaluation: a critique) dans K. Brunner et A. Meltzer (dir. publ.), *The Phillips curve and labour markets*, Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy, Vol. 1 (North-Holland), pp. 19-46.
- Llewellyn, J., S. Potter et L. Samuelson (1985), *Economic forecasting and policy: the international dimension*. London: Routledge and Kegan Paul.
- Minczeles, A. et P. Sicsic (1986) .« La désinflation 1982-85, une analyse variantielle », *Revue économique* (novembre), pp. 1127-1146.
- Morin, P. (1988), « Une analyse du processus de désinflation », *Economie et prévision* (janvier).

- OCDE (1988), « Les progrès dans la voie des réformes structurelles », *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 43 (juin) pp. 73-81.
- Richardson, P. (1988). « Structure et propriétés variantielles du modèle INTERLINK de l'OCDE », *Revue économique de l'OCDE*, n° 10 (printemps), pp. 65-136.
- Rowlatt, P.A. (1987), « Analysis of the inflation process », U.K. *Treasury Working Paper* n° 50 (août).
- Shafer, J. (1988). « Quelle a été la portée pour les autres pays de l'OCDE du déficit de la balance courante des Etats-Unis dans les années 80 ? », *Revue économique de l'OCDE* n° 10 (printemps), pp. 165-204.
- Stiehler, U. (1987), « Price determination in the major seven country models in INTERLINK », *Document de travail du Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE* n° 44 (juillet).
- Taylor, J. (1982). « Establishing credibility: a rational expectations viewpoint », *American Economic Review* (mai), pp. 81-85.